Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 4

Rubrik: Nouvelles brèves

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

réponse globale, prospective, qui dépasse très largement le calendrier et les acteurs habituels du système multilatéral.
Les engagements pris par les Etats et leurs dirigeants ne suffisent manifestement plus. En même temps, le concept de « *soft power* » - perçue comme la capacité d'attirer et de persuader les autres d'adopter vos idées - qui colle à la peau des ONG, caractérisé par une conduite en matière de politique étrangère qui privilégierait l'attraction plutôt que la coercition, a démontré ses limites.

En tout état de cause, la diplomatie parallèle pose la question essentielle de la légitimité de la régulation internationale, de la démocratisation de la société internationale et de la participation citoyenne aux décisions concernant leur vie quotidienne.

L'interaction des «think tanks» dans les rivalités de puissance pose ainsi la légitime question quant à l'équilibre instable existant entre plusieurs formes d'expression du pouvoir.

Les nouvelles relations civiles-militaires qui découlent de la vague de démocratisation des régimes politiques africains ou autres s'inscrivent donc dans la question fondamentale du redéploiement de l'Etat. On perçoit ainsi à travers la persistance du phénomène putschiste, ou du moins de la grogne occasionnelle exprimée par l'institution militaire, que cette dernière constitue toujours, par sa structure, le point de référence de la société africaine. D'où les efforts importants déployés par les autorités civiles visant à respecter leurs intérêts sectoriels.

L'émergence des formes alternatives du militarisme traditionnel - par la délégation de la sécurité - exprime ainsi particulièrement bien la problématique du fondement même de la souveraineté nationale, de la représentation et de la légitimité démocratique de l'Etat, voire d'une certaine forme de mise sous tutelle économique et politique des Etats[13].

Par ailleurs, la dualité entre démocratie représentative et logique participative contient de ce point de vue également une certaine dose d'ambiguïté. A cet effet, ne doit-on pas s'interroger sur le glissement sémantique ayant fait que le principe de gouvernance remplace de plus en plus le concept de gouvernement, base pourtant incompressible des valeurs démocratiques

La réponse est peut-être à retrouver dans la philosophie grecque. Hérodote ne disait-il pas que « ce sont les événements qui commandent aux hommes et non les hommes aux événements».

E.D.

13 Miles, « Géopolitique des guerres africaines », in *Limes*, n°4, printemps 1998, pp. 89-96. On recommandera pour une analyse globale, J. Dubois de Gaudusson, *L'Afrique face aux conflits*, Paris, La Documentation Française, n°180, 1996. Pour la question de la souveraineté et du prétorianisme, lire B. Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État ? », in *Critique Internationale*, n°1, automne 1998, p. 151-168.

Nouvelles brèves - International

Belgique : Cible d'une Cyber-attaque

Daniel Ventre
CNRS – Chercheur au CESDIP – Chargé de cours à l'ENST Paris

Après les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni tout au long de l'année 2007, c'est au tour de la Belgique d'avouer, début mai 2008, avoir subi des agressions dans le cyberespace.

« Toutes les pistes mènent vers la Chine », « le gouvernement Belge soupçonne Pékin ». Les doigts accusateurs sont tournés vers la Chine, mais dans le même temps force est de constater que les inconnues restent trop nombreuses et se traduisent par des formulations hasardeuses: « sans doute », « apparemment », « sans preuves ». Quand bien même la Chine serait le vrai coupable, ne devrions-nous pas plutôt taire nos faiblesses en matière de sécurité ? Ces aveux sont des signaux forts de notre impuissance.

Enfin n'oublions pas que les Etats-Unis disposent de capacités de cyberattaques bien supérieures à la Chine et restent à ce jour la première source des attaques dans le cyberespace.

D.V.

Etats-Unis: Virus informatique de nouvelle génération

L'US Air Force développe une nouvelle génération de virus informatique, qui peut être emporté par des sections en opération. Il pourrait être inoculé grâce à une simple prise de courant, pénétrer via le réseau électrique pour transmettre des renseignements fallacieux ou effacer des informations, tout en se répliquant et en voyageant dans le réseau. Il devrait repérer de lui-même les informations les plus intéressantes et les transmettre au chef de section, activer des *webcam* afin de localiser les forces ennemies, s'autodétruire en cas de repérage. Il faut encore régler le problème des effets collatéraux potentiels. Le virus risque de s'attaquer aux ordinateurs des forces américaines...
(*DSI – Défense & Sécurité International*, octobre 2006)